

Comment enseigner en lycée, la période 1984-1988 dite des « Évènements » ?

Objectif : face à la lourde responsabilité d'enseigner en lycée, un passé encore mal assumé et douloureux, je propose quelques pistes de réflexion, préalables à toute démarche pédagogique. Le travail scientifique est encore lacunaire sur cette période, aussi me semble-t-il indispensable d'engager une réflexion préalable, autour des outils, notionnels et pédagogiques (documents) dont nous disposons pour construire nos séances.

Horaire consacré : pour toute la question, c'est-à-dire « La Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna depuis 1945 : l'évolution politique, économique, sociale et culturelle. », il est préconisé 7 à 8 heures sur un total de 18 heures dans le cadre de la III^{ème} partie : « La France, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna de 1945 à nos jours ». On ne peut consacrer qu'une heure à cette période. (Wallis 2 h, 1945-1958 : 2 h ; 1958-1988 : 2 h ; 1988-2008 : 2 h)

Pour quel public ? : Jules Garnier / Lapérouse / Grand Nouméa / Blaise Pascal / Anova / Poindimié / Do Kamo / Lifou : Peut-on avoir la même démarche ? Il faut peser ses mots et partir des interrogations des élèves avant de commencer le cours, faire la part entre les mémoires (vécu affectif du passé) et l'Histoire

Quelle chronologie choisir ? : même si des actes dispersés de violence commencent dès le début des années 1981 autour de la réforme foncière ou du meurtre de Pierre Declercq (secrétaire général de l'UC), je propose de faire débiter la période étudiée en **septembre 1984 (naissance du FLNKS qui encadre la lutte armée pour l'indépendance). Elle prend fin en mai 1988 (l'assaut de grotte de Gossanah à Ouvéa)**. Sur quatre ans (temps court), l'évolution n'est **pas linéaire** pour autant. On peut elle-même la diviser en deux temps.

- **De septembre 1984 à août 1985**, la Nouvelle-Calédonie baigne dans la guerre civile.
- **Le statut Fabius-Pisani en août 1985 met fin à cette première période car il fait revenir les indépendantistes dans les institutions. Débute alors le deuxième temps. Il se termine en mai 1988.** Ce ne sont plus les actions sur le terrain qui sont privilégiées mais la gestion des territoires dans une perspective d'indépendance (les Indépendantistes ont conquis 3 régions sur 4 aux dernières élections territoriales). Jean-Marie Tjibaou s'efforce de faire accepter cette démarche à son camp. Les non-indépendantistes s'attachent aussi à donner corps à ces nouvelles institutions relativement autonomes pour lesquelles ils se sont montrés plutôt réticents au début, associant l'autonomie au danger de l'indépendance. Cette dynamique est cependant contrariée par le changement de majorité en France métropolitaine.

Quelle terminologie retenir ?

- **Les Évènements :** terme communément employé et accepté par les acteurs mais qui n'a pas grande signification (terme utilisé aussi pendant la guerre d'Algérie) et qui entretient le flou sur la période, alimente le non-dit et la dramatisation.
- **Guerre civile :** le terme est peut-être valable pour la période 1984 - août 1985 mais pas celle qui suit. Durant les événements d'Ouvéa par exemple la population caldoche n'est pas actrice, ils opposent essentiellement des indépendantistes à l'armée française.
- **Insurrection nationaliste**, c'est la notion que je privilégie, elle est adaptée à toute la période, elle est facile à justifier et elle est déjà connue des élèves dans le cadre de l'étude des décolonisations.
- **Peut-on dresser une carte de l'insurrection ?** Il y a des lieux symboliques des affrontements :
 - **Canala, La Foa, Koné**, lieux déjà connus dans l'histoire, associés aux grandes insurrections de l'époque coloniale. Ex : révolte d'Ataï en 1878 à La Foa, révolte du grand chef Noël en 1917 à Koné. Les actions d'Éloi Machoro sur le terrain en

1984-1985 ne sont-elles pas directement reliées à l'histoire de Canala ? Ne cherche-t-il pas à laver le discrédit lancé sur sa tribu, utilisée par l'armée française en 1878 pour mater la révolte du chef Ataï ?

- Thio, Ouvéa, Ouégoa, Poindimié, Hienghène, Lifou sont aussi des lieux très actifs de l'insurrection.
- Les évènements dans la « capitale » sont intéressants. Ici se dessine la stratégie politique des non-indépendantistes (ex : manifestations de masse anti-indépendantistes, pour confirmer et appuyer la légitimité démocratique que les élections leur confèrent régulièrement, le RPCR est le premier parti calédonien durant toute la période).

Les acteurs de la période : attention de ne pas opposer Blancs loyalistes et Kanak indépendantistes, la réalité est plus complexe (voir l'affaire de Hienghène). Pour ne pas tomber dans ces travers il convient de partir des **trois acteurs essentiels** :

- **Le FLNKS avec les personnages-clés tels**, J.-M. Tjibaou, Yeiwéné Yeiwéné, É. Machoro
- **Le gouvernement français avec les personnages-clés tels** F. Mitterrand, Edgar Pisani, L. Fabius, J. Chirac, B. Pons
- **Le RPCR avec les personnages-clés tels** J. Lafleur, Dick Ukeiwé, R. Laroque

On pourra proposer aux élèves une lecture claire des options politiques (ex : charte du FLNKS, du RPCR, les majorités présidentielles) dont ils sont porteurs.

Par ailleurs, on n'oubliera pas de prendre en compte le rôle joué respectivement par :

- **La classe politique française** : la droite, la gauche : leurs positions
- **La presse** : métropolitaine, locale : sa place dans la période, ses limites.
- **Et les acteurs non officiels ?** : milices non indépendantistes

Et enfin le contexte international à travers les positions ou le rôle joué par :

- le Forum de Pacifique
- les Non Alignés
- la Lybie
- l'ONU

Problématiques et axes de traitement

- **Une première option** consiste à opposer deux acteurs : les indépendantistes et le gouvernement. C'est une présentation trop simplifiée, qui ne laisse guère de place aux non-indépendantistes, leurs attentes ne sont pas étudiées.
- **Deuxième option: les légitimités s'affrontent.**

La période 1984-1988 est ici principalement définie comme **une guerre civile**, opposant Kanak, intégristes indépendantistes, aux Caldoches descendants de colons accrochés au système de domination coloniale et manipulés par le RPCR, l'État et ses représentants n'ayant pas d'autre intérêt que celui de rechercher des solutions pour que les populations retrouvent la paix.

Cette présentation tend, à mon sens, à placer trop facilement le gouvernement français dans le beau rôle, et à en minimiser les responsabilités, les incohérences. En même temps, cette interprétation montre des acteurs locaux (FLNKS comme RPCR) incapables de dépasser leurs clivages, pour proposer des solutions viables. Cette interprétation évacue trop facilement la nature première du conflit en Nouvelle-Calédonie, c'est une insurrection nationaliste et l'État est alors renvoyé à son histoire coloniale, et par là-même est engagé dans un conflit de décolonisation, un de plus ; à mettre en perspective avec ceux que la France a dû déjà gérer dans un passé récent.

- **Troisième option : entre 1984 et 1988 la Nouvelle-Calédonie plonge dans l'insurrection de type nationaliste. Paradoxalement la période insurrectionnelle porte en elle aussi, les clés du problème calédonien, des solutions s'élaborent, elles sont porteuses d'avenir. On se donne de nouveaux outils politiques qui imposent un partage du pouvoir et contribuent à faire émerger les fondements d'un nouveau contrat social.**

1) Pour étayer cette problématique il convient d'abord d'insister auprès des élèves, sur la rupture que marque l'insurrection indépendantiste. Dans ce sens l'étude de la charte du FLNKS de septembre 1984 est particulièrement éloquente. Ce travail peut se poursuivre par la présentation des faits illustrés par des photos ou des films (celui réalisé par le gouvernement de Nouvelle-Calédonie en 2008, par exemple). Il est alors intéressant de distinguer les actions orchestrées contre le gouvernement et celles qui dépassent ce cadre et nous amènent sur le terrain moins contrôlé de la **guerre civile** (ex : É. Machoro brise l'urne à Canala en novembre 1984, c'est un acte éminemment politique, orchestré. Par contre en décembre les populations isolées de Ouégoa et de Hienghène doivent être évacuées, leur sécurité n'est plus assurée, les populations civiles sont dorénavant devenues une cible).

2) Mais il ne faut pas s'arrêter à cette vision dramatique de la période. À partir d'août 1985 le sens de l'insurrection est entendu, **les acteurs calédoniens et l'État recherchent** de nouveaux outils politiques qui imposent un partage du pouvoir. C'est une des clés au problème calédonien, sans pour autant constituer à elle seule une solution, et mettre complètement fin aux violences.

Pour rendre compte de ces avancées majeures il faut s'arrêter sur les réformes politiques instaurées à partir de 1985. **La régionalisation et la décentralisation**, sont au centre du nouveau Statut Fabius-Pisani en Nouvelle-Calédonie (loi du 23 août 1985). Malgré quelques contestations sur le découpage électoral, il permet de faire revenir les indépendantistes dans les institutions. Ils le considèrent comme un outil au service de la lutte pour l'indépendance (exercer des responsabilités à une nouvelle échelle, se former à la gestion des territoires). Quant au RPCR, il accepte aussi d'intégrer le statut même s'il en est le grand perdant (il dirige une région sur 4, les autres sont dirigées par le FI qui sort gagnant avec seulement 29 % des voix). La régionalisation est poursuivie aussi en 1988 (statut Pons) avec un autre découpage. C'est bien une clé du problème calédonien, elle s'est dégagée pendant la période insurrectionnelle, elle est à l'origine de la provincialisation instaurée par les accords Matignon et qui ont ramené la paix en Nouvelle-Calédonie.

3) Comme toutes les périodes révolutionnaires, celle de 1984-1988, en Nouvelle-Calédonie, impose un nouveau regard sur l'autre. Aussi violents que les rapports entre les communautés puissent alors se définir, ils s'ouvrent pourtant sur les fondements d'un nouveau contrat social. Celui-ci se construit sur la nécessité d'engager le pays dans un rééquilibrage (terme plus largement diffusé après 1988) aussi bien régional que culturel.

- **Des réformes débutées au début des années 1980 se poursuivent et se renforcent pendant la période 1984-1988, elles sont portées par la création d'un certain nombre de dispositif**
 - **Parmi lesquels, on peut rappeler la création de l'Office Scientifique Culturel et technique** chargé de défendre le patrimoine culturel mélanésien. Il devient l'ADCK en 1988.
 - En 1982, l'ODIL (Office du développement de l'Intérieur et des îles) remplace le FADIL
 - En 1987, l'ADRAF (Agence du développement rural et de l'aménagement foncier) s'attache à la redistribution foncière en faveur des Mélanésiens et encourage une valorisation des terres rétrocédées
 - **Le dispositif politique de la promotion mélanésienne naît à partir de 1982, il s'intensifie en 1985** par l'ouverture dans les régions de postes administratifs et surtout dans les institutions d'État : ex, **André Gopéa** (UPM) et **Roch Wamytan** au FADIL puis à l'ODIL ; en 1988, la direction de l'ADCK est attribuée à **Octave Togna** (UC), ancien directeur de Radio Djido ; cette même agence emploie aussi **Wassissi Konye** (PALIKA) ; **Louis Mapou** devient un des principaux responsables de l'ADRAF
 - **Le développement économique constitue l'une des priorités du statut de 1985** et les compétences en matière de développement économique, social et culturel, attribuées au Territoire par la loi de 1984, furent transférées aux régions. Chaque région est tenue de définir un projet d'aménagement et de développement économique social et culturel. L'idée majeure est de rompre avec les insupportables **déséquilibres locaux** et d'apporter un contrepoids à

la prédominance humaine et économique de Nouméa. En une année de régionalisation, **495 micro-projets sont lancés en région Nord, 357 par la région Centre et 434 aux Loyauté.**

On retrouve les mêmes objectifs dans le statut Pons, mais la loi du 17 juillet 1986 ôte aux régions une grande partie des compétences liées à l'action économique et sociale pour les rendre au Territoire, ce qui est inadmissible pour les élus indépendantistes.

- Plus imperceptibles, de nouveaux rapports sociaux s'élaborent pendant les moments difficiles de la période. Ils ne sont guère étudiés, on leur préfère l'analyse politique. Les communautés humaines s'engagent pourtant dans un tournant, en redéfinissent leur place dans la société multiraciale.

Par leur réaction violente, mais aussi leur capacité à laisser la place au dialogue autour duquel les indépendantistes les invitent, **les populations non Kanak** savent alors montrer leur attachement au pays, elles réussissent à convaincre, même le Président socialiste F. Mitterrand, que le problème calédonien ne peut se résoudre seulement entre les indépendantistes et l'État.

La revendication indépendantiste, dans ses excès parfois, raisonne très profondément dans la conscience collective. Commence pour chaque communauté une **réappropriation** de son histoire ; car les violences dont elles sont victimes et auxquelles elles répondent les renvoient inmanquablement à leur place dans l'histoire coloniale. Les communautés non kanak ont aussi ouvert les yeux sur les réalités économiques et sociales du pays, pour se rendre compte qu'elles sont aussi concernées par les déséquilibres du territoire et les inégalités de la société calédonienne. Elles ont pris enfin la mesure de la force du mouvement indépendantiste kanak, qu'il n'est plus possible de nier. **Sur ces nouvelles bases, dans un renouvellement progressif des valeurs et des repères, les populations calédoniennes affirment leur légitimité à côté du peuple premier. Tout, ici, prépare le préambule de l'Accord de Nouméa.**

Conclusion : l'étude de la période 1984 - 1988 peut nous engager à redéfinir la chronologie de l'évolution politique de la Nouvelle-Calédonie car la rupture ne date pas de 1984 mais naît pas les années 1970 avec les mouvements indépendantistes dans une dynamique parallèle d'affirmation culturelle kanak. La première déclaration d'indépendance date du 25 juin 1975 (déclaration de La Conception), à partir de cette date les forces politiques locales se recomposent et se redéfinissent (RPCR, FNSC, PALIKA, LKS). Elles dépassent le débat sur l'autonomie pour tenter d'imposer l'indépendance. L'insurrection nationaliste se prépare donc bien avant 1984, mais elle est négligée voir méprisée. Il ne faudrait donc pas trop isoler la période 1984 - 1988. Je propose par conséquent d'inclure la période insurrectionnelle dans une chronologie plus large.

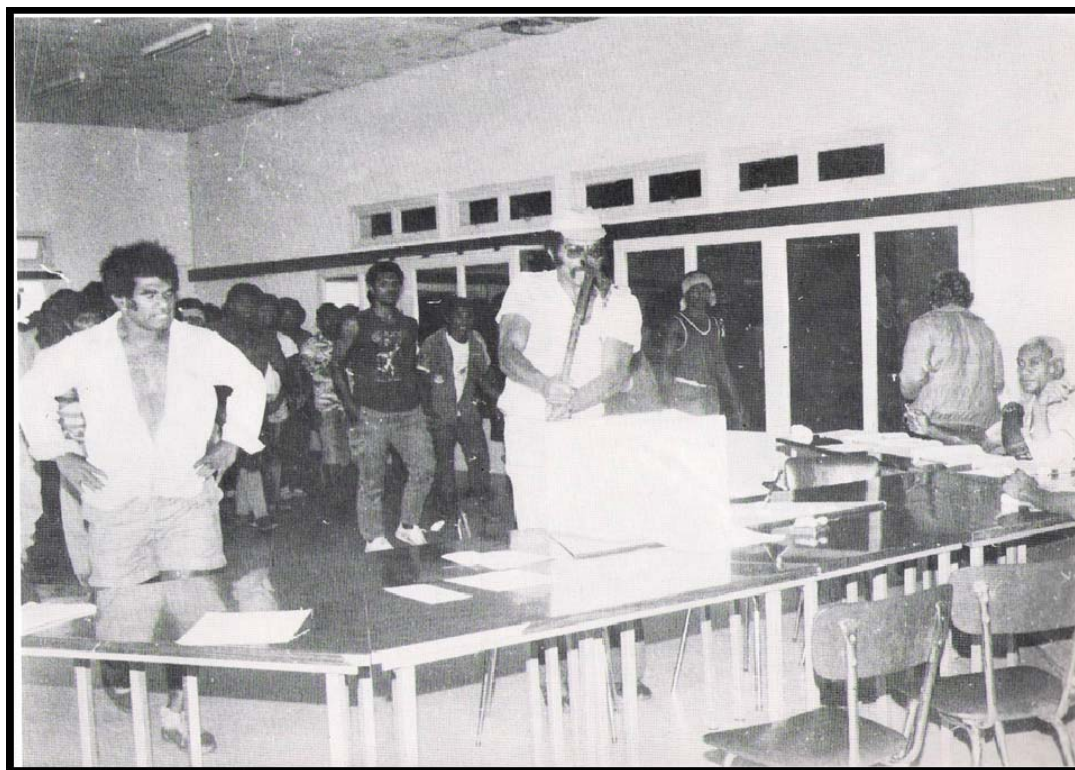
- Décembre 1963 - 1975 : retour à la centralisation et naissance et affirmation de l'idée d'indépendance.
- 1975-1984 : recompositions de la scène politique autour de la problématique de l'indépendance
- Septembre 1984 - mai 1988 : l'insurrection nationaliste impose une redéfinition des rapports politiques, sociaux et économiques
 - Septembre 1984 - août 1985 : boycotts et violences, un climat de guerre civile, le projet de l'indépendance immédiate est contré
 - Août 1985 - mai 1988 : retour dans les institutions des indépendantistes, les camps politiques trouvent des outils politiques nouveaux (la régionalisation) qui déplacent la lutte vers un autre domaine. Cette nouvelle option est contrariée par l'arrivée de la droite au pouvoir en France métropolitaine.

Quelques documents pour illustrer les propos

Charte du FLNKS adoptée au congrès de Ducos (22-24 septembre 1984)

- Le Front Indépendantiste a estimé que le peuple kanak entrait dans une phase de la lutte pour l'indépendance kanake ; la lutte de Libération. En conséquence, le F.I a décidé de rompre le dialogue avec le Gouvernement français, de se dissoudre et de participer avec toutes les forces vives du Mouvement indépendantiste à la mise en place d'un Front de Libération Nationale Kanak Socialiste.
- Nous affirmons l'existence du peuple kanak fièrement attaché à son identité culturelle et à ses valeurs coutumières propres. Nous revendiquons les droits légitimes et inaliénables du peuple kanak, car depuis le 24 septembre 1853 la France a ignoré ses droits et les a confisqués en instaurant unilatéralement sa légitimité coloniale.
Les droits sacrés et inaliénables du peuple kanak opprimé et lésé par le fait colonial sont les suivants (cf. les déclarations n° 1514 et 2621 de l'ONU) :
- -à être reconnu comme peuple à part entière ;
- -à la dignité et à la liberté ;
- -à être considéré comme seul peuple légitime en pays kanak et à y avoir sa patrie ;
- -à pratiquer sa libre détermination ;
- -à obtenir la restitution de toutes les terres pour constituer le pays kanak dans son intégralité ;
- -à l'exercice immédiat, sans condition ni réserve, de sa souveraineté qui lui permettra de choisir librement son statut politique : l'indépendance kanak et socialiste ;
- -aux moyens nécessaires pour poursuivre son développement économique, social et culturel pour construire le socialisme ;
- -à pratiquer l'accueil des non kanaks.
- **Stratégie**
- Elle s'élabore dans la lutte: elle est unitaire et globale
 - elle est dirigée prioritairement contre l'opresseur colonial, la France puissance coloniale ;
 - elle dénonce la fausse démocratie coloniale et décide de boycotter toute élection à venir dans ce cadre ;
 - elle est dirigée également contre le capitalisme et l'impérialisme pour instaurer une société socialiste plus juste ;
 - elle vise à instaurer progressivement la légitimité kanak, sur le terrain, par des opérations concrètes qui manifestent son droit, opposé à la légitimité coloniale.
- **APPEL A L'ENGAGEMENT**
- Le FLNKS lance un appel aux non kanaks. Ils doivent reconnaître la légitimité du peuple kanak et soutenir sa lutte de libération pour contribuer à sa réussite. Seul l'engagement solidaire dans la lutte de libération légitimera leur citoyenneté demain dans l'indépendance kanak et socialiste.
-
- Le FLNKS lance un appel aux peuples frères du Pacifique ainsi qu'à toutes les Nations qui ont voté les déclarations 1514 et 2621 de l'ONU, pour apporter leur soutien et leur aide à la lutte du peuple kanak.
-

Éloi Machoro, haut responsable du bureau politique du FLNKS, brise l'urne dans la mairie de Canala lors des élections territoriales du 18 novembre 1984



Source : Marcel Pétron, *Nouvelle-Calédonie (septembre 1984 - septembre 1985), le « caillou » éclaté*.
Édition Publical

Les populations non kanak affirment leur légitimité : barrage routier à Bourail au début de l'année 1985



Source : Rémy Moyen. *Les événements, arrêt sur images, 1984-1989*, les éditions du Lémurien, août 2004.

Les principaux événements de la période insurrectionnelle (1984 à 1988)

Boycotts

- **des élections** : c'est le mot d'ordre du FLNKS aux élections territoriales du 18 novembre 1984. Une série de désordres entravent le déroulement du scrutin : barrages routiers, intimidations, mairies occupées, le maire de Lifou brûle le matériel de vote, Éloi Machoro détruit l'urne dans la mairie de Canala ...

- **des rentrées scolaires de 1984 et 1985** : c'est aussi une décision du FLNKS, mais elle est laissée à l'appréciation des comités de lutte locaux. Il est reproché au système scolaire de n'avoir pas su éviter l'échec de la jeunesse kanak. L'école est accusée d'être un instrument de la domination coloniale. Le boycott n'est cependant pas partagé par tout l'état major et dès mai 1985 le FLNKS vote l'arrêt du boycott scolaire tout en encourageant néanmoins les parents à inscrire leurs enfants dans les écoles populaires kanak (EPK). Une quarantaine sont créées sur la côte Est, à Lifou et à Ouvéa vouées surtout au militantisme, aux traditions locales et aux langues vernaculaires. Les trois quarts de ces EPK disparaissent avant la fin de 1988.

Occupations de terre, expulsion, exil :

Sur la côte ouest, dans les communes de Poya, Koné et Voh, par exemple, elles sont coordonnées par le comité de revendication des terres de la côte ouest animé par M. Guiard. La méthode consiste à adresser aux propriétaires fonciers comme à l'administration une lettre signifiant que la terre est revendiquée par les clans de la région. Des panneaux sont placés sur le terrain qui est ensuite occupé en édifiant une case symbolique. Si le propriétaire ne cède pas, des actions de harcèlement sont entreprises.

En décembre 1984, les populations des villages de Hienghène et de Ouégoa sont évacuées sur Nouméa, essentiellement des femmes et des enfants dont la sécurité n'est plus assurée ; le délégué du gouvernement venant de prendre la décision de désarmer les gendarmeries.

À Lifou, en avril 1985, plus d'une soixantaine d'habitants sont chassés de leurs terres, leurs cases sont incendiées et ils sont contraints à l'exil à Nouméa.

Entraves à la circulation : barrages et contre barrages

Dans plusieurs communes du territoire les routes de tribus sont barrées, quant aux routes territoriales, elles sont rendues dangereuses. Une enseignante est tuée par jet de pierres sur la commune de Poindimié, en avril 1985.

Dans les villages, les habitants dressent des contre-barrages ; à Bourail, à Voh ...

Morts et assassinats : ils sont nombreux (pendant les six premiers mois de l'année 1985 on dénombre déjà une vingtaine de morts), mais certains plus que d'autres créent l'émotion et la colère.

Le 5 décembre 1984, 10 Kanak indépendantistes sont tués dans une embuscade à Hienghène. Parmi eux, deux frères de J.-M. Tjibaou. Les auteurs sont des métis, habitants de la région, se sentant eux-mêmes en danger. Ils sont acquittés en octobre 1987. Ce qui alimentera, entre autres, les événements d'Ouvéa.

Le 11 janvier 1985, le jeune Yves Tual est tué sur la station de ses parents par un indépendantiste. Cette mort provoque des émeutes violentes à Nouméa durant lesquelles la maison Guiard est incendiée, ainsi que la station service de Monsieur Dang, la Pharmacie Lenormand est saccagée (les victimes sont des sympathisants ou des indépendantistes non Kanak). Mais l'étude de Me Lèques, les bureaux Ravel et la maison de F. Carco sont aussi les proies de vandalisme.

Éloi Machoro et Marcel Nonnaro sont tués par balle, à La Foa, le 12 janvier 1985 alors qu'une fusillade éclate entre un groupe d'indépendantistes et les forces de gendarmerie. L'acte est présenté comme un assassinat par le FLNKS. L'État d'urgence est décrété et le couvre feu.

Le 8 mars 1985, un gendarme est tué à Pouébo. C'est le deuxième depuis 1983

Attentats et sabotages :

Ils sont réguliers sur les sites miniers de la côte est qui sont d'ailleurs obligés de fermer à plusieurs reprises. C'est le cas des sabotages sur les sites de Thio et de Kouaoua du 15 au 23 janvier 1985. Les mêmes jours les thoniers de la société Polypêche dans laquelle le maire de Thio est associé sont dynamités.

Le 13 mai 1985, quatre attentats à l'explosif secouent la ville de Nouméa : un au lycée de Do Kamo fréquenté essentiellement par des jeunes Kanak, un au palais de justice, un contre un bateau de plaisance d'un ethnologue de l'ORSTOM. À Thio, c'est une boulangerie qui explose.

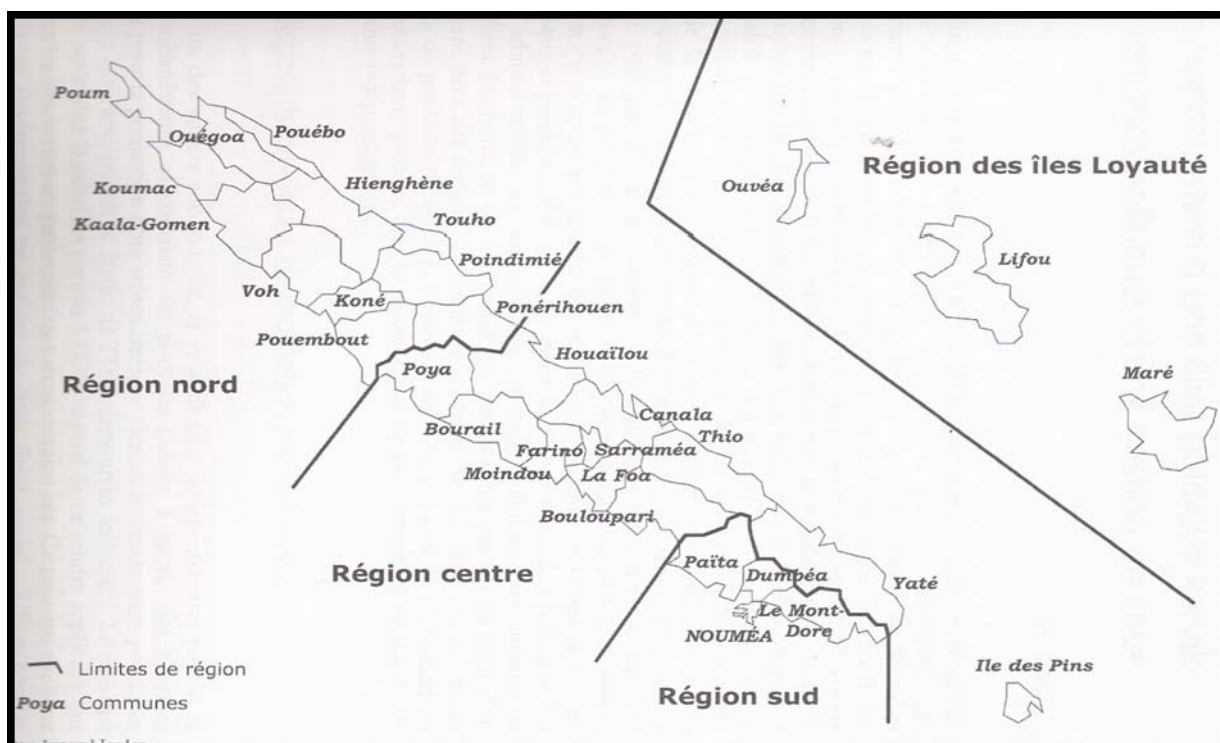
Séquestrations et prises d'otage :

Le 20 novembre 1984, avec ses partisans, Éloi Machoro investit la gendarmerie de Thio et le village tout entier, qu'il isole du reste du territoire pendant près de trois semaines en terrorisant les populations à qui il a pris soin de retirer toutes les armes. Le siège du village est levé le 12 décembre moyennant la libération de 17 indépendantistes emprisonnés.

Le 21 novembre 1984, le chef de subdivision et sa famille sont séquestrés à leur domicile, ils sont libérés que 10 jours plus tard en échange de la libération de trois prisonniers indépendantistes.

Le 22 avril 1988, jour où un nouveau statut (défini par B. Pons, ministre des DOM-TOM du premier gouvernement de cohabitation) doit entrer en vigueur, la gendarmerie d'Ouvéa est investie par des militants du FLNKS. Mais la prise d'otages dégénère rapidement en un affrontement violent, quatre gendarmes sont tués, vingt-sept autres sont séquestrés dans une grotte à Gossana, dans le nord de l'île. Deux semaines plus tard, la libération des otages par la force fait 21 morts (deux militaires et dix-neuf Kanak). L'opinion internationale et les pays du Pacifique s'émeuvent d'une telle dégradation.

Les régions issues du statut Fabius-Pisani d'août 1985, ramènent le FLNKS dans les institutions



Source : sous la direction de Jean-Marc Regnault, *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, Les Indes savantes, novembre 2003, P.333.

Bibliographie consultée

- Sous la direction de Jean-Marc Regnault, *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, Les Indes savantes, novembre 2003. Figurent notamment une chronologie détaillée de la période, et des analyses scientifiques sur le rôle des principaux acteurs.
- Rémy Moyen, *Les événements, arrêt sur images, 1984-1989*, les éditions du Lémurien, août 2004. Précieux pour les photos.
- Marcel Pétron, *Nouvelle-Calédonie (septembre 1984 - septembre 1985), le « caillou » éclaté*. Édition Pubical. Précieux pour les photos.
- Daniel Dommel, *La crise calédonienne, rémission ou guérison*, L'Harmattan, juin 1993. Très informatif, aussi bien sur les faits très bien expliqués que sur le rôle de chaque acteur. Mais peu sur la droite locale.
- Alain Christnacht, *La Nouvelle-Calédonie*, La Documentation française, 2003 (c'est une réédition). L'auteur est un acteur essentiel en Nouvelle-Calédonie, il a occupé les fonctions de haut-commissaire, avant d'être chargé du dossier calédonien au gouvernement français. Une présentation très pédagogique de la question, et aussi très synthétique et simplifiée. Indispensable pour une première approche.
- Michael Spencer, Alan Ward, John Connel, *Nouvelle-Calédonie, essai sur le nationalisme et la dépendance*, L'harmattan, novembre 1989. Des historiens australiens, spécialistes du Pacifique sud, analysent le problème calédonien, très intéressant, car ils apportent un autre regard, par apport aux travaux français.